



# Les Nouvelles 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français — N° 493 — 04/04/2024

## Construisons une Union européenne au service du monde du travail et de la paix.

Depuis ses débuts, la construction de l'UE a toujours été présentée comme un moyen de garantir la paix sur le vieux continent. Mais depuis deux ans, c'est au cœur même de l'Europe, en Ukraine, que la guerre et ses horreurs viennent contredire tragiquement cette aspiration, faisant peser sur l'Europe un risque réel de catastrophe nucléaire.

Jusqu'ici, la construction européenne a largement tourné le dos à la volonté des peuples en matière de progrès social, de transition écologique, de démocratie. Les différents traités, même rejetés par les électrices et les électeurs, comme le TCE en 2005, ont toujours été appliqués, se traduisant dans les faits par des reculs sociaux majeurs. La mise en œuvre du traité du CETA entre l'Europe et le Canada, pourtant rejeté par le Sénat, en est le dernier exemple en date.

Pour autant, sortir de l'Europe, comme le préconisent certains, n'est pas la solution. Le Royaume-Uni avec son choix du Brexit le démontre tous les jours : l'inflation flambe,

les services publics s'écroulent, la précarité augmente...



Ce que nous voulons, avec la liste « La gauche unie pour le monde du travail » conduite par Léon Deffontaines, c'est mettre enfin l'Union européenne au service

du progrès social et de la paix. Que ce soit au niveau national ou européen le problème est le même : il faut prendre la main sur le pouvoir de l'argent. Ce sont les mêmes – droite, extrême-droite et libéraux, main dans la main – qui décident et votent les mesures d'austérité, de privatisation des services publics, d'avantages fiscaux aux grandes entreprises, de libéralisme débridé.

C'est pourquoi nous voulons que l'Europe devienne l'affaire des peuples : en lien avec les luttes du mouvement social qui doivent également trouver leur expression au niveau européen. C'est pourquoi nous proposons, entre autres, que la France se soustraie aux règles européennes lorsqu'elles sont contraires à l'intérêt du monde du travail et de

la création (comme l'ont fait par exemple l'Espagne et le Portugal en se retirant du marché européen de l'énergie). Il ne s'agit pas là d'une volonté de repli frileux ou nationaliste mais bien d'une proposition en direction des autres peuples européens pour qu'ils s'emparent à leur tour de ces revendications.

Alors, en unissant nos luttes, nous pourrions faire de l'Europe un espace pertinent pour mettre en œuvre un grand service public de l'Énergie, construire les grandes infrastructures indispensables au développement du ferroviaire, refonder la politique agricole commune, bâtir un pôle public du médicament européen, développer la lutte contre la fraude fiscale, créer un Fonds européen qui finance les services publics avec l'argent de la Banque centrale européenne, etc. Et mettre enfin en œuvre une politique diplomatique active de paix, de sécurité globale et de coopération entre les peuples.

C'est cette volonté que porte la liste « **La gauche unie pour le monde du travail** ». Ensemble, reprenons la main !

## Soutien à notre camarade Raphaël, menacé de mort par l'extrême droite

La fachosphère se déchaîne contre Raphaël Montazaud menacé de mort, sa photo et son adresse diffusées sur le net. Après ses origines sémites, c'est son engagement communiste et son action syndicale étudiante à l'UNEF qui sont visés.

La chasse à l'homme est lancée, Raphaël est contraint d'arrêter toute vie publique.

Raphaël a déposé plainte contre le Rassemblement National Jeunes 31, le Livre Noir et les responsables du Rassemblement National, parmi lesquels dix députés, qui relaient ces appels au meurtre.

Trop de militants et trop d'élus sont agressés pour leur action politique. Trop d'organisations, notamment celles du PCF, voient leurs locaux vandalisés.

L'extrême-droite ne doit pas dicter sa loi, elle ne nous fera pas taire. L'ensemble des communistes avec ses élus, apporte son

soutien et sa protection à Raphaël, qui doit pouvoir assurer librement son mandat de démocratie étudiante.

Qui s'attaque à un militant communiste s'attaque au parti communiste.

Au-delà des communistes, dans notre République, ce sont tous les démocrates qui doivent se sentir concernés. Ensemble, refusons la violence, le racisme et l'antisémitisme. La violence n'a pas sa place dans le débat politique.

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France, l'Union des Étudiants Communistes et les associations progressistes de jeunesse appellent à un rassemblement, le 3 avril à l'UT 1 Université Capitole, en soutien à Raphaël et contre l'extrême droite.

Luc Ripoll

Secrétaire départemental PCF31



**Dominique Satgé**

Membre du Conseil départemental PCF31

# Une politique de paix n'est pas une capitulation

Les parlementaires communistes ont pris leurs responsabilités en votant contre l'accord de sécurité qui lie la France à l'Ukraine. Que n'a-t-on pas alors entendu ? Nous serions « munichois » !

Il faut bien sûr dénoncer le caractère proprement insultant de ce qualificatif et son non-sens historique, alors que le PCF fut le seul parti français à voter contre les accords de Munich à la Chambre des députés le 4 octobre 1938 et qu'il soutint l'entrée en guerre de la France contre le nazisme en votant les crédits militaires le 2 septembre 1939.

Au-delà de ses rappels utiles en cette période de confusion entretenue, de désinformation, et de révisionnisme historique anticommuniste, cette misérable comparaison avec les honteux accords de Munich signifierait que les partisans de la paix seraient des capitulards.

Ce qui revient à poser une autre question : une politique de paix est-elle une politique de capitulation ?

Spoiler : non.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie d'un pacifisme abstrait mais d'une politique de paix, fondée sur une conception émancipatrice des relations internationales portée par les intérêts des peuples et sur la solidarité internationale. La paix n'est pas neutre ou idéaliste. C'est un projet politique émancipateur. C'est Jaurès qui développa cette exigence, en soulignant la nécessité d'initiatives politiques et d'arbitrage international, tout en proposant une démarche novatrice et républicaine de la défense

populaire et nationale. Cela implique de solutionner les causes des conflits et d'envisager sérieusement les questions de sécurité collective, pour concevoir les conditions d'une paix juste et durable. En ce qui concerne en particulier l'Ukraine, deux niveaux de conflits sont imbriqués : l'invasion du pays dont le régime russe dénikinien de Vladimir Poutine porte la responsabilité d'une part, et les crises sécuritaires européennes non réglées depuis la fin de la guerre froide (plus précisément : le fait que toutes les alertes s'inquiétant de la politique d'extension de l'OTAN vers l'Est n'aient pas été entendues).

## Cela impose de porter des exigences politiques à ces deux niveaux mais d'un même mouvement.

D'une part tenir compte que cette guerre a un agresseur et un agressé. L'Ukraine a le droit de se défendre comme le stipule l'article 51 de la charte des Nations unies et à être aidée pour ce faire. Cela ne signifie pas mettre sous silence nos critiques de la politique du gouvernement actuel de l'Ukraine, notamment l'interdiction des partis d'opposition, dont le Parti communiste d'Ukraine. Cette aide a des lignes rouges : ne pas s'engager dans l'engrenage de la guerre ! C'est-à-dire : ne pas envoyer de troupes au sol, ni fournir d'armes capables de frapper le territoire russe. C'est parce que l'accord de défense supprimait de fait ces lignes rouges qu'il est important de s'y opposer.

D'autre part, deux ans de guerre, s'accompagnant de plusieurs centaines de milliers de victimes, ont confirmé ce que le PCF dit depuis 2022 : il n'y a pas de solution militaire. D'ailleurs, notons que l'opinion publique ukrainienne est désormais très divisée sur le sujet : plus de 40 % des Ukrainiens souhaitent la recherche d'une solution négociée. Quant au régime au pouvoir à Moscou, il ne s'est nullement effondré et est en train de ressouder ses



## Mutami

LE LIEN SOLIDAIRE

**Vos agences**

70 boulevard Matabiau, CS 46951 31069 Toulouse

10 passage du Ségala, 31770 Colomiers

MUTUELLE

SANTÉ

MILITANTE

PRÉVENTION

09 77 425 525

Prix d'un appel local

www.mutami.fr

MUTAMI, mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 776 950 677, dont le siège est au 70 boulevard Matabiau CS 46951 31069 Toulouse Cedex 7. Mutuelle soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR : 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris).

différentes ramifications autour du bellicisme et du nationalisme, en s'appuyant sur une situation économique qui pour le moment reste favorable. Il se nourrit donc de la guerre.

La solution politique et diplomatique qui est nécessaire n'est pas une capitulation de l'Ukraine. D'ailleurs, aucun des plans de paix qui sont sur la table n'avance une telle perspective. Les principes sont clairs, et se fondent à la fois sur le droit des peuples à l'auto-détermination et sur la sécurité

collective. L'indépendance de l'Ukraine n'est pas négociable, de même que l'ouverture des discussions pour la refonte du système sécuritaire européen: la neutralité de l'Ukraine sous garanties de l'ONU ce qui implique que l'Ukraine n'entre ni dans l'OTAN, ni dans l'UE; la négociation d'un traité européen de sécurité collective, sortant la défense européenne de l'hégémonie de l'OTAN et des États-Unis, et permettant la reprise des négociations d'un désarmement global et multilatéral.

Donc, rien à voir avec Munich qui organisa le désarmement politique et moral face au nazisme.

La liste Gauche unie pour le monde du travail, conduite par Léon Deffontaines, continuera à porter ces exigences pour une politique de paix et de sécurité collective, telle que cela est stipulé dans le programme adopté par le conseil national du PCF.

**Vincent Boulet,**

*Membre de l'exécutif national du PCF  
chargé des relations internationales*

# Une politique de PAIX



## Librairie de la Renaissance

la renaissance

1, allée Marc St-Saëns  
BP 73 657 — 31036 Toulouse  
CEDEX 01  
Métro Basso-Cambo

Tél. 05 61 44 16 32 — Fax 05 62 14 10 07  
[librairie.renaissance@wanadoo.fr](mailto:librairie.renaissance@wanadoo.fr)

PublicImprim  
l'engagement | quotidien



Préparez vos élections  
européennes, matériels  
officiels et contenus  
de campagne



1, allée Marc Saint-Saëns  
BP 73 657  
31036 Toulouse CEDEX 1  
[www.public-imprim.fr](http://www.public-imprim.fr)

Contactez votre imprimeur  
au 05 61 44 11 12  
ou 06 45 77 00 95  
[j.castel@public-imprim.fr](mailto:j.castel@public-imprim.fr)



Le second argumentaire que nous avons choisi de retenir dans le cadre de la campagne des européennes, porte sur le discours mensonger du RN sur leurs activités et leurs votes au Parlement européen, notamment contre le progrès social en termes de revenus, de protection des salariés ou de dialogue en entreprise. Ses déclarations sur le « pouvoir d'achat », le « social », la « défense travail », au cœur de ses campagnes de 2022 malgré des propositions quasi inexistantes, continuent malheureusement de porter leurs fruits électoraux alors qu'il s'agit d'une véritable arnaque.

**Le RN de Bardella est du côté des patrons : la preuve par leurs votes à l'Assemblée Nationale.**

## LES DÉPUTÉS RN ET LREM ONT VOTÉ ENSEMBLE CONTRE

SALAIRES/RETRAITES	LOGEMENT	AIDES	SERVICES PUBLICS	INÉGALITÉS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du SMIC</li> <li>- Revalorisation des retraites au niveau du SMIC</li> <li>- Encadrement des salaires dans les entreprises</li> <li>- Suppression des aides publiques aux entreprises qui ont augmenté les dividendes aux actionnaires sans augmenter leurs salariés</li> <li>- Assurance chômage accessible après un abandon de poste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gel des prix des loyers</li> <li>- Augmentation du nombre d'hébergements d'urgence pour les sans abris</li> <li>- Augmentation de la taxe sur les logements vacants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Blocage des prix de 1<sup>er</sup> nécessité</li> <li>- Taux TVA à 0% sur les produits de 1<sup>er</sup> nécessité en Outre-mer</li> <li>- Gratuité des premiers mètres cubes d'eau</li> <li>- Gratuité des cantines scolaires</li> <li>- Renforcement de l'aide juridictionnelle</li> <li>- Revalorisation des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des moyens alloués aux hôpitaux</li> <li>- Revalorisation des salaires des fonctionnaires de 10%</li> <li>- Recrutement de sapeurs pompiers supplémentaires</li> <li>- Revalorisation des salaires des sapeurs pompiers</li> <li>- Maintien la redevance publique audiovisuelle</li> <li>- Baisse de la TVA sur les transports en commun</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alignement des conditions d'accès aux droits sociaux entre l'hexagone et les outre-mer</li> <li>- Rétablissement de l'ISF</li> <li>- Augmentation des moyens pour lutter contre la fraude fiscale</li> <li>- Augmentation de la fiscalité sur les résidences secondaires</li> <li>- Augmentation de la TVA sur les produits de luxe</li> <li>- Taxe sur les superprofits</li> <li>- Taxe sur les revenus excédant 3 millions d'euros</li> </ul>
<p><b>JUSTICE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du nombre de greffiers et magistrats</li> </ul>	<p><b>ÉDUCATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revalorisation des bourses étudiantes au niveau de l'inflation</li> <li>- Une garantie d'autonomie de 1063€ pour les étudiantes et étudiants</li> <li>- Revalorisation des APL de 10%</li> <li>- Gratuité des fournitures scolaires pour la rentrée</li> <li>- Augmentation des budgets de l'Université</li> </ul>		<p><b>ÉCOLOGIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conditionnement des aides publiques aux grandes entreprises au respect de contraintes écologiques</li> <li>- Suppression de la niche fiscale sur le kérosène aérien</li> <li>- Instauration d'un impôt sur la fortune climatique</li> <li>- Taxation des yachts et jets privés</li> </ul>	

Au Parlement européen, la délégation du RN comptait 24 membres en 2014... pour finir à 15 en 2019. Celle-ci a beaucoup fluctué au cours de la législature, certains élus préférant siéger avec les non-inscrits ou rejoindre en cours

de route le groupe politique européen de "l'Europe de la liberté et de la démocratie directe" (ELDD), où figurent notamment Nigel Farage (UKIP puis Parti du Brexit) et le Mouvement 5 étoiles (M5S) italien.

### 720 eurodéputés à partir de 2024

En mai 2019, les Européens avaient élu 751 eurodéputés. Après le départ du Royaume-Uni de l'UE en 2020, leur nombre était tombé à 705. Une partie des 73 sièges qui étaient jusqu'alors détenus par les députés britanniques avait été redistribuée à d'autres États membres, qui étaient « sous-représentés » au regard de leur population. À cette occasion, 5 nouveaux représentants français avaient rejoint les 74 élus en mai 2019, portant le quota français à 79.

Actuellement, 705 eurodéputés siègent au Parlement européen. Mais après les prochaines élections européennes (6 au 9 juin 2024), ce dernier en comptera 720, soit 15 de plus. 12 pays vont ainsi voir leur contingent grossir... dont la France. Au terme du prochain scrutin, les députés tricolores seront donc au nombre de 81, contre 79 actuellement.



# 1940-1943 de la très grande diversité des mouvements à la création du Conseil National de la Résistance

## (partie VII)

L'accord entre le PCF et De Gaulle, pour être pleinement efficace, doit se traduire par la création d'une structure unique rassemblant tous les courants de la Résistance sur le sol français. Plusieurs missions partiront de Londres avec cet objectif. Celle qui sera décisive sera celle menée par Jean Moulin « *seul représentant permanent du général de Gaulle et du Comité national.* » De Gaulle lui a donné comme instruction de créer « *dans les délais les plus courts possibles, un Conseil de la Résistance unique pour l'ensemble du territoire métropolitain.* »

Mais, malgré la nécessité impérieuse de s'unir, la gestation du Conseil national de la Résistance sera longue et difficile, parsemée de discussions souvent violentes, de manœuvres sournaises, de menaces de rupture... Les représentants de certains mouvements de la zone sud s'affrontent, Libération et Franc-Tireur se méfiant de Combat jugé « *trop hiérarchisé et trop militaire pour les démocrates que nous entendions rester les uns et les autres*<sup>1</sup>. » Mais là n'est pas l'essentiel des obstacles à surmonter.

Le point d'achoppement principal reste celui de la représentation des partis dans le futur CNR. Leur participation à qualité au CNR est contestée par beaucoup de participants, avec des arguments solides : pourquoi intégrer dans l'organisme de direction de la Résistance des formations qui n'avaient pas jusqu'alors pris part au combat des résistants ? Pour le socialiste Pierre Brossolette « *les anciens partis sont brisés, discrédités (...)* Il est vain et surtout dangereux pour l'avenir de les arracher à leur linceul. » Le fait que seul le PCF, en tant que parti, constitue une organisation de Résistance est un élément essentiel du débat : les organisations non-communistes s'inquiètent du rôle prépondérant que lui donnerait ce statut dans l'avenir...

Les adversaires de la représentation des partis au sein du CNR ont d'autres projets pour l'avenir. Certains, comme le colonel Passy, appellent de leurs vœux un vaste rassemblement, aux allures de parti unique, sous la houlette du général de Gaulle.



D'autres, comme P. Brossolette aspire à « la création d'un vaste parti travailliste unissant les débris de la SFIO, du radicalisme et les démocrates-chrétiens. Travaillisme flanqué d'un petit parti conservateur à droite et à gauche du PCF<sup>2</sup>. » Il va s'en dire que dans son esprit, il serait bienvenu que le PCF soit lui aussi « un petit parti. » On voit que les aspirations à la création d'une seule grande organisation à gauche qui marginaliserait le PCF ne date pas de 2009...

Mais l'effondrement des partis, hormis le PCF, n'a pas pour autant fait disparaître leur raison d'être : incarner la diversité des courants politiques, des intérêts de classes que l'union indispensable contre Hitler et Pétain n'a pas supprimée. Comme l'écrit le communiste P. Hervé : « *N'y a-t-il pas des gens qui effectivement sont des ouvriers salariés et d'autres qui sont des propriétaires des moyens de production ?*<sup>3</sup> »

Car le but principal est bien d'éloigner des lieux de décision les organisations traditionnelles, politiques et syndicales, du mouvement ouvrier. Alors même que leurs adhérents forment le gros des bataillons de la Résistance. Sous couvert d'union, de rénovation, de purification de la vie politique, il s'agit bien de rejet de la lutte des classes et de crainte de la démocratie.

C'est bien pourquoi le PCF est favorable à la représentation de tous les partis au sein du CNR, quitte à renoncer à son monopole de parti-résistant. Quant à De Gaulle, il l'acceptera également, comme moyen de prouver aux Alliés qu'il regroupe derrière lui la nation française. Le CNR assurera donc « la représentation des groupements de résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants.<sup>4</sup> »

**Dominique Satgé**

*Suite dans le prochain numéro  
des Nouvelles*

1 Témoignage de J.P. Lévy, dirigeant de Franc-Tireur, reproduit par H. Noguères, Histoire de la Résistance en France, tome III, Laffont, Paris 1972, p.79

2 Témoignage de Pierre Villon, qui représentera le PCF, le Front national et la Fédération républicaine au sein du CNR.

3 Extrait du « rapport Chardon » au CNR en 1943, rapport dont Pierre Hervé est l'auteur sous un de ses pseudonymes et qui préconise la fusion de tous les mouvements de la Résistance. P. Hervé, membre du PCF, est également secrétaire général des M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance) en zone sud.

4 Instructions de De Gaulle à Jean Moulin, 21 février 1943.

## Section Comminges



**Salésiennes de l'élevage aujourd'hui.** L'occasion de faire connaître nos propositions communistes sur l'agriculture : dispositifs pour imposer à la grande distribution de pratiquer des prix permettant aux agriculteurs de vivre, renégociations des traités d'échanges commerciaux, modification des critères d'attribution de la PAC...

**Lancement de la campagne communiste des européennes à Saint-Gaudens.** Le 21 mars, conférence de presse et débat public avec Jean-Claude Lajoux membre de la commission Agriculture du PCF, Aurore Artigue candidate sur la liste Gauche Unie, Corinne Marquerie secrétaire de la section PCF Comminges, Emma Save responsable départementale de la JC et Pierre Lacaze, dirigeant national, candidat sur la liste Gauche Unie.



## Section Toulouse Nord-Est



La campagne pour les européennes décolle dans nos quartiers. Marchés, boitages, affichages, diffusions au métro, sans oublier le local et la lutte contre la suppression d'une classe à l'école Niboul. Nouvelle adhésion cette semaine, la 4ème en 2024 pour notre section. Bienvenue à Romain !

## Section Banlieue Nord-Grenade-Cadours



**Un mois de mars en mouvement pour les militants de la section.** Bon accueil et bons contacts lors des différentes distributions tant sur les marchés habituels d'Aucamville, Castelginest et Launaguet que sur ceux de Grenade et Saint Jory où notre camarade élue régionale, Carole Hoffmann, nous a rejoints. De même lors des rencontres avec les salariés devant les sites du secteur de l'Energie avec les camarades du Collectif fédéral Energie : Serval à Castelnaud d'Estretfonds et Enedis à Grenade.

Les Nouvelles 31 ☆

**Bimensuel départemental du Parti Communiste Français**

1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse - E-mail: Nouvelles31@gmail.com

Directrice de Publication: Corinne Marquerie - Rédactrice en Chef: Françoise Bernard Cordomi

Comité de rédaction: Pierre Lacaze, Fred Mouchanat, Christian Picquet, Dominique Satge, Corinne Marquerie, Luc Ripoll

Photo: D.R. - CPPAP n° 0925 1 87131 - Dépôt légal, à parution

Imprimerie: Public Imprim Midi-Pyrénées Impression - 1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse

© 05 61 44 11 12 - 966 500 084 R.C.S. Toulouse.

Service publicité: AMC - BP 73657-31036 Toulouse - © 05 61 44 54 12

# Section Lauragais

## L'activité de la fédération, c'est aussi ça !



Depuis plusieurs mois, une équipe de camarades parmi lesquels notre secrétaire fédéral, vient régulièrement réaliser des travaux d'entretien bénévolement dans la maison des communistes. Le week-end des 16 et 17 mars : réparation du portail. Merci à eux et à elles de prendre soin de notre patrimoine !



**Yvonne, notre centenaire du Lauragais.** A l'occasion du vote des adhérents pour les élections européennes, la section a rendu visite à sa centenaire, Yvonne. Native de Maureville, dans le Lauragais, née le 1er mars 1924, Yvonne a adhéré au PCF à l'été 1947. Elle continue à lire l'Humanité et la Terre, bien qu'elle ait du mal à se reconnaître dans la nouvelle formule. Ce magazine lui rappelle sa vie familiale et sa longue carrière (46 ans) faite de travaux qu'ils soient agricoles ou ménagers, effectués tous à la main. Ses souvenirs s'estompent et deviennent flous, mais celui qui lui tient à cœur est le résultat des élections législatives de 1946. Le PCF avait réuni 28,3% des voix et obtenu 182 députés à la Chambre. Yvonne avait voté alors pour la première fois. Bien que majeure, elle n'a pas eu le droit de voter en 1945, mais ne se souvient pas pour quelle raison. Deux députés communistes avaient été élus en Haute-Garonne, dont Marcelle Rumeau qui était institutrice et la première femme élue députée dans le 31. Lorsqu'elle en avait la capacité physique, Yvonne participait à la tenue du stand de la section de Revel lors de la fête de l'Humanité 31. Elle continue de participer financièrement à la vie de la section.

## Souscription 2024

La situation particulièrement grave en France comme dans le monde, les élections européennes de juin prochain, imposent au PCF de regagner des représentant-e-s élu-e-s au parlement européen pour deux raisons.

Tout d'abord faire entendre une autre voie à Strasbourg et Bruxelles ; deuxièmement, au travers de notre score, contribuer à modifier le rapport des forces dans le pays.

La France a besoin d'un parti communiste conquérant, audacieux, utile aux luttes et au développement d'idées novatrices pour juguler les crises et construire un horizon de fraternité, de libertés nouvelles et de paix. Le PCF a cette particularité d'être la formation politique dont les ressources dépendent en premier lieu des cotisations de ses adhérents-es, des versements des indemnités d'élu-e-s et de la souscription.

C'est pourquoi nous lançons une campagne départementale de souscription de 20 000 euros avec des objectifs fixés par section. Ne pouvons-nous pas envisager que chaque communiste verse individuellement et s'adresse à une autre personne sympathisant-e ou non pour collecter un autre montant de souscription tout en appelant à voter pour la liste de conduite par Léon Deffontaines ?

Dans ce dispositif, les Nouvelles 31, publieront à chaque numéro le formulaire de souscription, et l'avancée des objectifs. Cela nous permettra de mesurer les efforts et la dynamique engagés et le chemin à parcourir.

La campagne est donc lancée, les résultats vont être au rendez-vous. Les chèques de la souscription sont libellés à l'ordre de « ADFPC31 ».

Objectifs Emprunt et Souscription Election Européennes

Sections	Souscriptions Objectif	Souscription - Réalisé au :								Emprunt	
		14/02	29/02	15/03	30/03	14/04	29/04	15/05	30/05	Objectif	Atteint
Balma	800 €			200 €	3	200 €	3			1.200 €	1.200 €
Banloc Nord Grenade	1.000 €	20 €	2	400 €	2	130 €	3	100 €	3	1.500 €	1.500 €
Banloc Sud	2.000 €	240 €	3	800 €	2	1.400 €	4	1.400 €	4	2.000 €	1.900 €
Bégar - Constellation	1.400 €	100 €	2	100 €	1	300 €	1	300 €	2	2.000 €	
Courrenon	800 €			300 €	4	400 €	6	500 €	5	1.300 €	500 €
Cézaire Mars	1.000 €			1.400 €	1	1.700 €	3			1.500 €	1.500 €
Lauragais	800 €			400 €	1	700 €	4			800 €	800 €
La Griou	400 €					700 €	1	700 €	4	500 €	
Laguereit Claret Toulouse	800 €	400 €	1	400 €	2	1.200 €	6	1.000 €	8	1.200 €	500 €
Alayrac Gauronne	800 €	30 €	1	175 €	2	420 €	3	420 €	3	1.300 €	1.300 €
Saint-Jean l'Habit - Verdel	800 €	150 €	1	600 €	3	1.000 €	6	1.000 €	5	1.500 €	600 €
Toussesville	1.000 €	240 €	2	320 €	4	400 €	5	1.000 €	2	1.400 €	1.400 €
Toulouse Bazelle	800 €			600 €	3	1.000 €	11	1.200 €	12	1.200 €	1.500 €
Toulouse Centre	1.000 €									1.300 €	1.300 €
Toulouse Maréchal	800 €									1.000 €	600 €
Toulouse Mirail	1.000 €	240 €	2	800 €	1	820 €	1	820 €	5	1.600 €	1.600 €
Toulouse Nord-Est	2.000 €			600 €	6	900 €	2			2.700 €	2.700 €
Toulouse Nord	800 €					130 €	2			1.200 €	1.200 €
Toulouse Ouest	1.000 €					500 €	2			1.700 €	1.700 €
Toulouse Sud	800 €			30 €	1	20 €	1			1.200 €	1.200 €
Val de l'Artois	600 €									1.000 €	
<b>Total Sections</b>	<b>20 000 €</b>	<b>1.200 €</b>	<b>11</b>	<b>5 700 €</b>	<b>17</b>	<b>8 700 €</b>	<b>63</b>	<b>12 770 €</b>	<b>81</b>	<b>33 800 €</b>	<b>18 400 €</b>
Fédération										30 400 €	30 400 €

## SOUSCRIPTION 2024

DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - FÉDÉRATION DE HAUTE-GARONNE



Notre seule richesse c'est vous. Nous avons besoin de vos dons, petits et grands, pour faire bouger le rapport de forces en France et en Europe.

**JE VERSE**

20 €  50 €  Autre

Si vous êtes imposable sur le revenu, vous bénéficiez d'une réduction d'impôts de 66% du montant de votre don. Chèque à l'ordre ADF PC 31.

PRÉNOM : .....

NOM : .....

ADRESSE : .....

à retourner à ADF PC 31  
1 allée Marc St-Saëns  
BP 73657  
31036 Toulouse Cedex 1

# Pour la défense des salariés agricoles et de l'agro-alimentaire



Un million de saisonniers dans l'agriculture et 1,6 million de personnes ont eu au moins un contrat dans l'année (*chiffre 2021 de la Mutualité Sociale Agricole*) et sont les victimes des mesures d'aide à l'agriculture annoncées par le gouvernement.

Le dispositif prévu temporairement, d'exonération de cotisations patronales TO-DE (Travailleurs Occasionnels et Demandeurs d'Emploi) est pérennisé. Le seuil d'exonération est relevé à 1,25 SMIC.

La quasi-totalité des salariés de l'agriculture et de l'élevage est privée du salaire différé des cotisations de leur employeur. C'est le régime général et nos impôts qui compensent l'immense déficit de la MSA.

En réalité, les saisonniers travaillent pour la plupart toute l'année et exercent des métiers de plus en plus qualifiés dans des conditions souvent très pénibles.

Autres mesures annoncées par le gouvernement: les employeurs pourront demander des dérogations au temps maximal de travail à 60 ou 70 heures par semaine, et se dé-

clarer en « secteur de métiers en tension ». Le patronat agricole pourra faire appel, sans frein, à la main d'œuvre immigrée.

C'est l'ouverture au marché aux esclaves, déjà bien présent dans le secteur, au moment même où la loi Asile Immigration dénie le droit du sol aux enfants de parents étrangers.

Aujourd'hui 40 % de la valeur de la production agricole sont réalisés par un prolétariat précaire et smicardisé. 80 % de la consommation alimentaire sont produits par les salariés des industries agro-alimentaires où dominent des multinationales de plus en plus puissantes.

L'essentiel de ces productions alimentaires est vendu dans la grande distribution de plus en plus concentrée.

Prétendre refonder les équilibres d'un système alimentaire mondialisé sans remettre en cause les dominations n'est que démagogie.

Sans planification ni progrès social pour les travailleurs et travailleuses de la terre et des Industries agroalimentaires, sans concerta-

tion avec les salariés, aucune solution durable, économique, environnementale, sociale et de santé publique n'émergeront.

Les communistes ont toujours défendu notre agriculture et notre industrie agroalimentaire.

Il fut un temps où le Ministre de l'Agriculture traitait de « dispositif soviétique » les propositions de prix garantis faites à l'Assemblée Nationale par André Chassaingne.

Des convergences se construisent, des coopérations nationales, européennes et internationales peuvent voir le jour, les communistes s'y emploient.

La liste de candidats à l'élection européenne, conduite par Léon Deffontaines, forte de militants de partis progressistes, de syndicalistes et d'acteurs du mouvement social, porte cette ambition.

Les forces de droite et d'extrême droite, au service de la bourgeoisie, font œuvre de démagogie et s'efforcent de détourner les colères populaires.

**Luc Ripoll**

Secrétaire fédéral PCF31

## Dé-conventionnement des médecins

Plusieurs centaines de médecins ont fait ou font le choix de se déconventionner de l'Assurance Maladie, pour faire pression lors des négociations sur la tarification des consultations. Cette revendication peut s'entendre, mais la forme de leur action met en grande difficulté les patients.

Les assurés qui se trouvent confrontés à cette situation se voient presque obligés de garder leur médecin déconventionné même si la consultation passe de 27,5 € à 50 € (le reste à charge pour le patient passe de 1 € à environ 49 €).



Et bien que les CPAM locales envoient un courrier d'information aux malades en ALD qui rencontrent ce genre de difficultés, afin qu'ils changent de médecin traitant, la démarche est souvent vaine: les médecins conventionnés refusant de prendre de nouveaux patients!

C'est l'accès aux soins qui est remis en cause pour les plus précaires et les plus âgés. Cela vient déséquilibrer un peu plus l'offre de soins conventionnés. Si le gouvernement ne réagit pas, le fossé de la médecine à deux vitesses s'élargira entre les riches et les pauvres.



## Arts et Culture : Visite de Pierre Bell-Lloch à Toulouse

Les 20 et 21 mars, Pierre Bell-Lloch, maire de Vitry sur Seine et dirigeant national du PCF, accompagné de sa directrice de cabinet Delphine Miquel et de Pierre Lacaze, a rencontré l'association Ciné Latino, la Cinémathèque de Toulouse et l'ENSAV (Ecole Nationale de l'Audio Visuel). Ces rencontres ont renforcé les liens du PCF avec le milieu culturel toulousain.



Pierre B L nous a également fait l'amitié d'une rencontre/échanges, à la fédération du PCF, sur l'activité des communistes dans les quartiers populaires, rencontre à laquelle une vingtaine de camarades a participé.

En 2025 Vitry fêtera son siècle de municipalisme communiste. Pierre a détaillé l'actualité de la gestion communiste de Vitry : l'accès pour tous à la culture, aux sports et aux loisirs, la bataille pour le maintien des services publics, pour le logement, la sécurité... Il a souligné l'importance de notre engagement pour l'emploi, les salaires, pensions et minimas sociaux dans le pays, contre les plans d'austérité français et européen et a affirmé combien est vivante l'histoire du combat anticolonialiste du PCF, pour les populations d'origine immigrée. Une riche discussion s'est engagée sur nos liens avec les associations, les amicales de locataires, les parents d'élèves, sur la vie de plus en plus dure des habitants de la métropole toulousaine confrontés aux hausses de tarifs, à l'accès impossible au logement, aux problèmes de transports. Nos actions et futures actions pour le maintien des services publics, contre la hausse du prix de l'eau ont été évoquées. Pierre a conclu la rencontre par un appel à poursuivre avec confiance et pugnacité notre activité : « **Le désespoir c'est l'extrême droite, l'espoir, la perspective c'est nous ! Les problèmes des gens n'ont pas disparu, les communistes, le PCF, ont de l'avenir !** »

**Luc Ripoll**

Secrétaire départemental PCF31

La fédération a reçu 44 propositions d'affiche dans le cadre du concours lancé dans le milieu graphiste. Des camarades militants ont joué le jeu (1/4 environ) mais plusieurs écoles d'art également. Polina, étudiante en 2<sup>e</sup> année de graphisme à Toulouse et 1<sup>er</sup> prix du concours est ravie d'avoir la possibilité de voir son travail rétribué et diffusé à une échelle importante, pour elle c'est une première.

Elle nous confie qu'elle est allée se renseigner sur ce qu'est la « Fête de l'Huma » avant de participer. Une manière différente pour nous d'intéresser une population jeune à nos activités militantes et de renouer avec les artistes. Des couleurs vives, des symboles clairs : la paix, l'art, les jours heureux, de la simplicité et de la fraîcheur. Polina et bien d'autres participants sont ravis de se joindre à notre Fête.



# FÊTE HUMA 31 2024

→ à Pechbonnieu

### Vendredi 24 mai

18h Inauguration de la fête

18h30 Vernissage de l'exposition Manouchian et interventions sur les FTP MOI, la Libération, le CNR, les Jours Heureux.

20h30 jusqu'à 1h concerts :  
Hugo Scheke - Altesse Ego - Dj Bamako

### Samedi 25 mai

11h Débat « transition écologique et justice climatique avec la participation d'Amar Bellal

14h Débat « santé pour tous et toutes » avec la participation d'Aurore Artigue responsable syndicale

16h Meeting régional avec Léon Deffontaines

18h Débat sur l'international, la paix...

20h30 Concerts Musique du monde :  
Trio Leyeli - Cassonnade - Que Tengo